



Révolution, mobilisation politique et syndicalisme

Réflexions de voyage

*Dominique Mezzi**

UN SÉJOUR D'UNE SEMAINE EN TUNISIE, EN MAI 2011, sans rien connaître du pays auparavant, doit inciter à la plus grande prudence quant aux conclusions à tirer. J'y allais pour comprendre les événements qui ont initié les premières révolutions du XXI^e siècle. J'ai pu bénéficier d'une documentation remarquable rassemblée par la commission Maghreb du NPA, ainsi que d'une partie de son carnet d'adresses.

Je voulais surtout apprécier le rôle de l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT), et l'analyse que l'on peut faire d'une organisation dont de nombreux militants ont joué un grand rôle dans la généralisation du mouvement d'insurrection sociale, aux côtés de la jeunesse, même si sa bureaucratie a fait corps avec l'histoire de la dictature.

J'étais également intrigué par le Front du 14 janvier, rassemblement de partis de gauche radicaux, et leur attitude face au processus d'Assemblée constituante. À certains égards, il me semblait que certains problèmes politiques tunisiens ressemblaient un peu à ceux que l'on peut connaître en France : élections et auto-organisation, contradictions de la bureaucratie syndicale, front politique et luttes sociales.

Je laisse donc de côté une question très importante, sur laquelle il faudrait travailler spécifiquement : la place du parti islamiste Ennahda et son rapport au mouvement ouvrier et démocratique.

Dès les premières rencontres, par exemple avec un vendeur de rue dans la Médina de Tunis, il était frappant de constater combien des jeunes enthousiasmés par la révolution de janvier (participation tous les soirs au comité populaire de quartier contre les provocateurs du régime), étaient maintenant dans l'expectative. Notamment pour faire un choix parmi les 63 partis légalisés en mai 2011 (plus d'une centaine aujourd'hui) et voter en connaissance de cause pour des députés à l'Assemblée constituante.

Il semblait que la plus grande confusion régnait, justifiant ainsi la demande d'une partie de la gauche (par exemple le Parti communiste des ouvriers de Tunisie – PCOT – marxiste-léniniste, et la Ligue de la gauche ouvrière – LGO – liée à la IV^e Internationale) de repousser la date de la Constituante.

* Dominique Mezzi est journaliste, il s'intéresse en particulier au syndicalisme.





RÉVOLUTIONS ARABES

La contradiction est cependant la suivante : la révolution renverse la dictature, et trois gouvernements provisoires se succèdent. Ils sont tour à tour contestés par le processus populaire, et même renversés pour le premier gouvernement Ghanouchi. Ils sont accusés d'avoir partie liée avec l'ancien appareil d'État, même sans Ben Ali et sa clique. Et effectivement, l'administration issue de la dictature est encore là, même si des municipalités ont été chassées par les comités populaires. Comment pourrait-il en être autrement, après des dizaines d'années d'un pouvoir totalitaire encadrant toute la société ? Mais plus cette situation dure, plus les conditions d'un approfondissement du processus révolutionnaire se complexifient, et se multiplient les occasions de coups tordus des forces liées à l'ancien régime, notamment pour créer un sentiment d'insécurité (terrorisme réel ou supposé), de confusion, sur fond de crise sociale aigüe (chômage en hausse, pauvreté).

Sur le plan institutionnel, un bras de fer oppose deux légitimités : celle des forces du mouvement social et de la gauche sortie de la clandestinité, regroupées dans un « Conseil national pour la sauvegarde de la révolution » (y compris avec l'UGTT, la Ligue des droits de l'homme, Ennahdha, etc), et celle du gouvernement provisoire qui met en place une institution coupée de la rue, baptisée pompeusement « Haut comité pour la réalisation des objectifs de la révolution, pour la réforme politique et la transition démocratique ». Mais comment préserver la légitimité première du Conseil, contre celle du Haut comité créé par le pouvoir provisoire, sans élections démocratiques d'une Constituante appuyée sur la dynamique de ce Conseil ? Avec évidemment une confrontation démocratique à large échelle sur les enjeux du nouveau pouvoir à construire, permettant de démasquer la vraie nature des occupants actuels du pouvoir, appuyés sur l'État bénaliste.

Premier problème donc : la révolution est à la fois démocratique et sociale, mais les deux niveaux ne coïncident pas immédiatement. Les institutions de la révolution, fragiles, chaotiques, nées d'abord pour répondre à des besoins précis d'autodéfense populaire, ne peuvent d'emblée représenter en un seul bloc auto-organisé l'énergie foisonnante qui émerge de 50 ans de dictature. Une « République démocratique » (PCOT) est nécessaire, issue d'une Constituante balayant l'ancien régime, et le plus vite possible, pour éviter le pourrissement. Ce sera donc en octobre 2011, comme le souhaitait la gauche politique. Parallèlement, même si un « congrès » des comités populaires a eu lieu fin avril, la dynamique de masse est partiellement retombée, réduisant la représentativité des comités aux réseaux politisés. On vérifie donc cette contradiction générale : la dynamique sociale et la représentation politique ne marchent pas toujours du même pas.

Deuxième question : qu'est-ce que l'UGTT ? Simplement le bras syndical du régime ? On ne comprendrait pas, dans ce cas, l'autorité maintenue du syndicalisme, surtout bien sûr au plan régional interprofessionnel, ou par





RÉVOLUTIONS ARABES

branches (enseignement, santé, poste, télécoms), au long du processus populaire. À Sfax, deuxième ville du pays, 50 000 nouvelles adhésions ont été enregistrées depuis janvier. Les locaux de l'UGTT grouillent de monde. En janvier, c'est l'UGTT qui réunissait dans ses locaux de Sfax tous les comités populaires, et donc organisait directement la rébellion. Ailleurs, on pourrait décrire des faits similaires, mais aussi des actes de colère contre l'inaction du syndicat. Le bureau confédéral de l'UGTT est en effet resté totalement attentiste (attitude « honteuse », nous dit Jilani Hammami du PCOT) pendant que la foule subissait la répression policière. Plus tard, l'UGTT a failli participer à un gouvernement provisoire, puis s'est rétractée sous la pression de la rue.

Ce n'est pas la première fois que la direction de l'UGTT (née en 1946) aurait partie liée avec un pouvoir politique, pour le pire ou le moins pire, notamment au temps de Bourguiba (elle a eu cinq ministres après 1956). Un des leaders historiques de l'UGTT, Ahmed Ben Salah, qui a présidé l'Assemblée constituante après l'indépendance de 1956, deviendra ministre des nationalisations (importantes) et de la planification. Ainsi l'UGTT s'est forgée cette puissance politique dans la lutte anticolonialiste, dans un « Front patriotique » avec le Néo-Destour de Bourguiba. Mais Bourguiba n'a jamais toléré ce pouvoir « autonome », et a tout fait pour l'abattre (massacres de 1978), pour l'acheter (postes ministériels) ou le diviser : création d'autres syndicats, telle l'UTT, séparant mieux le « syndical » du « politique ».

On a donc pu dire de l'UGTT qu'elle était, à certains moments, « le second parti » ou encore le « parti du travail », selon un modèle de type travailliste. Ce qui ne l'a pas empêchée non plus d'être, au plus haut niveau, en cheville avec Ben Ali. Sadri Khiari (de l'ancien groupe OCR lié à la IV^e Internationale) analysait ainsi en 2000, où se manifestait un réveil de l'opposition syndicale, ce tissu de contradictions typiques des bureaucraties qui ne sont pas totalement des prolongements du pouvoir étatique : « La bureaucratie syndicale est loin de constituer un corps homogène ; de nombreux paliers existent, des chaînons intermédiaires, des médiations de toutes sortes se mettent en place qui lient dans une logique, à la fois solidaire et conflictuelle, le syndicaliste honnête qui se croit fin tacticien et le bureaucrate sans scrupule, facilement corruptible ». Une telle analyse n'est-elle pas en partie transférable à l'Europe syndicale ?

Enfin, troisième réflexion : le déploiement d'une gauche radicale enfin autorisée à agir au grand jour, après des années de clandestinité, et souvent de prison et tortures. Le proche avenir dira si l'ancien parti communiste Ettajdid parvient à faire oublier son pacte d'opposant toléré par le régime. La vraie gauche s'est rassemblée dans un « Front du 14 janvier », auquel elle peine, à première vue, à insuffler une force collective. Elle comprend deux branches d'un courant d'origine marxiste-léniniste (maoïste), ainsi qu'un groupe issu de la tradition trotskyste aujourd'hui reconstitué dans la Ligue de la gauche ouvrière (LGO).





RÉVOLUTIONS ARABES

Les deux branches d'origine marxiste-léniniste se sont formées dans les années 1960. L'une d'elles, selon les phases de la répression de Bourguiba (après les évènements sanglants de 1978), s'est plongée totalement dans le syndicalisme, maintenant clandestinement la tradition UGTT menacée, et émergeant plus tard avec de solides points d'appui dans l'animation de branches syndicales (enseignement secondaire notamment) ou d'unions régionales, en passant parfois des compromis avec la bureaucratie nationale. Cette tradition politique, elle-même morcelée, est désignée comme la mouvance des Patriotes qui a notamment donné naissance à deux partis : le Parti du travail patriotique et démocratique (PTPD) et le Mouvement des patriotes démocrates (MPD).

La deuxième tradition d'origine marxiste-léniniste pro-albanaise est représentée par le Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT). Le PCOT est sans doute numériquement le plus important des groupes de la gauche radicale, parce qu'il s'est maintenu dans la clandestinité, et ne s'est pas immergé dans l'UGTT. À Sfax, j'ai pu constater son poids dans la jeunesse, avec de jeunes femmes qui cherchent à construire une association féministe large.

Enfin, la LGO, liée à la IV^e Internationale, a de solides implantations syndicales UGTT (poste et télécoms) et des figures connues telle Ahlem Belhadj, présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD).

Ces organisations ont de vifs débats sur les compromis acceptables ou non dans le syndicalisme, sur la combinaison entre démocratie politique et sociale, et sur l'approche du parti islamiste Ennahda. Toutes semblent afficher la volonté d'agir ensemble, au sein du Front du 14 janvier (« un front de gauche », dit Jilani Hammami du PCOT), et de former un bloc électoral commun pour la Constituante. Mais l'inertie des histoires, les implantations hétérogènes, le besoin de s'affirmer pour exister, freinent cette profession de foi unitaire, qui ne semble pas se concrétiser clairement.

